

Enjeux sécurité

Par Xavier Raufer, *criminologue*

De l'autisme judiciaire

Si Mme Taubira s'intéressait à ce qui se passe chez nos voisins britanniques, elle renoncerait à supprimer les courtes peines.



PATRICK AFRATE

Chacun sait – c'est même un cliché – que "l'Angleterre est la mère des démocraties". De culture protestante, la Grande-Bretagne subit en outre bien moins le clivage droite répressive-gauche laxiste que les pays latins. Dans la décennie 1980, un équivalent britannique de nos très progressistes "plans banlieue" fut même initié par... Margaret Thatcher, après des émeutes "à la française" dans la périphérie londonienne. Raison de plus de nous intéresser aux évolutions pénales de cet exigeant État de droit, en matière de prévention, de sursis, de réinsertion, etc.

Mais cela, les Diafoirus-sociologues et autres trotskistes d'antichambre encerclant l'actuelle garde des Sceaux s'en moquent, trop occupés qu'ils sont à délirer sur la "construction sociale", les "stigmatisations", "stéréotypes" et autres sornettes à la Bourdieu, uniquement vouées à nier ou camoufler la réalité criminelle.

Si elle s'intéressait un tant soit peu aux trivialisés du réel, au lieu de les camoufler sous le vocable méprisant de "faits divers", la garde des Sceaux aurait donc pu se documenter sur le vaste scandale qui, depuis décembre 2012, secoue une justice britannique vivement attaquée par des parlementaires de tous bords.

Ces dernières années en effet, le ministère britannique de la Justice a, sous le nom de "révolution de la réinsertion", fait du Taubira pur sucre : pas de prison ferme mais du sursis et des travaux d'intérêt général ("community service"). Une mesure qui a touché 50 000 auteurs d'agressions, voire de vols à main armée, trafiquants de drogue, cambrioleurs, etc.

L'ennui – et c'est bien ce qui provoque la révolte des parlementaires –, c'est que pratiquement 100 % de ces 49 636 malfaiteurs traités à la Taubira ont été, dans l'année (je cite) « condamnés pour une autre infraction, qu'ils n'auraient pu commettre s'ils avaient été en prison ». Et cela, malgré (ou du fait ?) des peines alternatives voulues par la justice...

Pour les députés britanniques, il s'agit d'un « échec choquant des services de réinsertion » mani-

festement « incapables de maîtriser les criminels qu'ils sont supposés réinsérer ». D'où leur appel au ministère de la Justice pour qu'il « agisse dans l'urgence afin de briser cet épouvantable cercle vicieux de récidive ».

Tout se passe cependant comme si Mme Taubira et ses conseillers ignoraient tout de ce scandale sécuritaire qui fait pourtant les gros titres de la presse populaire britannique – notamment du *Daily Mail*, quotidien vendu à près de 1,7 million d'exemplaires... Impassible, la garde des Sceaux poursuit ses appels fracassants à "vider les prisons" sans se rendre compte qu'ils agissent sur les malfaiteurs à la manière d'une hormone de croissance.

La preuve ? Voici, pour les dernières semaines de 2012, un minitour de France des "faits divers" chers à Mme Taubira, tels que rapportés par la presse quotidienne régionale. « Vols à main armée : série noire en Moselle-Est » ; « Peur du braquage en Charente » ; « Vols de câbles SNCF : cri d'alarme du président [socialiste, NDLR] de Midi-Pyrénées » ; « Tarn-et-Garonne : les cambriolages en hausse de 14 % » ; « Châtellerauld : les commerçants exaspérés par les vols » ; « Vallauris : après cinq braquages en huit ans, la bijoutière n'en peut plus » ; « Vaucluse : une crèche [!] attaquée à l'arme de guerre » ; « Finistère : les cambriolages en forte hausse » ; « Bressuire : cambriolages en rafale » ; « Deux braquages en deux jours au centre commercial de Saint-Clément-de-Rivière » ; « Recrudescence des cambriolages à Fère-Champenoise » ; « Ille-et-Vilaine : jusqu'à 35 cambriolages par jour » ; « Marseille, porte d'Aix : l'illégalité regagne du terrain » ; « Insécurité : les riverains des gares parisiennes n'en peuvent plus » ; « Signy-le-Petit : les braqueurs font exploser la route [!] pour emporter le butin » ; « Arles : en garde à vue à 14 ans pour braquage »...

Pour finir, un peu d'air pur. À New York, « le nombre de meurtres est au plus bas depuis 50 ans ». Le secret anticrime du maire, Michael Bloomberg ? De longue date, il fait dans sa ville l'inverse de ce que prône, depuis quelques mois, Mme Taubira. ●